



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 2 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26 février 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Interliants

La Rouande
Chez Foucher
86510 Brux

Référence : 2026 286 UbD16-86 ENV86
Code AIOT : 0007203081

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 février 2026 dans l'établissement Interliants implanté La Rouande Chez Foucher 86510 Brux. L'inspection a été annoncée le 21/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Interliants
- La Rouande Chez Foucher 86510 Brux
- Code AIOT : 0007203081
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Interliants exploite une usine de fabrication de liants routiers. Cette société a fait l'objet

d'une modification des conditions d'exploitation, suite notamment à l'extension des capacités de stockage de certains produits de procédé, en 2012.

Cette société a été créée en 1992 par des PME routières qui souhaitaient mutualiser les émulsions de bitume, traditionnellement fabriquées par des grands groupes routiers. Le fonctionnement est de type GIE, afin de faire bénéficier les entreprises associées de prix préférentiels. Le plus gros client est la SCOTPA (14 000 t à 17 000 t fabriquées), M'RY est le plus gros actionnaire de la société. D'autres grosses entreprises comme IRIBARREN (enrobés à froid), Bouchet Voirie Environnement, la Société de Travaux Publics et Ruraux ou la Sté de Travaux Publics du Mellois sont également actionnaires.

L'exploitant estime que les techniques à froid sont amenées à prendre de l'ampleur, notamment du fait des tarifs énergétiques et de la facilité de mise en œuvre.

L'entreprise emploie deux salariés : un cadre et un technicien. La formulation des liants est réalisée dans la société. En effet, l'équilibre entre granulats et bitume est délicat à trouver en fonction de la qualité de granulats. TOTAL, fournisseur du bitume pour ces formulations, peut également constituer un appui dans les démarches de formulation. Le pilotage de l'usine est automatisé et reporté sur un poste de contrôle. Les aires de dépotage et les accès à l'usine sont surveillés par caméra vidéo reportée à ce poste. Le site est certifié ISO 9 001, ISO 14 001 et ISO 18 001, ainsi que marquage CE. La certification ISO 45 001 est en cours.

L'activité est très dépendante des conditions climatiques (température d'application minimum de 5° C, et absence de pluie pour l'application de ces couches d'usure). Elle est donc saisonnière sur fin avril à fin octobre. Sur la période hivernale, les salariés s'occupent de l'entretien et de la maintenance de l'usine (chute des volumes, maintenance surtout sur janvier et février).

Suite à la transmission d'un porter à connaissance en juin 2020, complété en décembre 2023, l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2024 a fixé des prescriptions complémentaires (concernant notamment le confinement des eaux d'incendie, les rétentions des parcs de stockage, l'emplacement des stockages de fluxants).

La présente inspection est diligentée

- afin d'apprécier la mise en œuvre des mesures objet de l'arrêté préfectoral précité ;
- dans le cadre de l'opération régionale relative aux produits chimiques.

Thèmes de l'inspection :

- Stockage produits chimiques
- Dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 octobre 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|--|---|
| 1 | Fiche de données de sécurité (FDS) | Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, |
| 2 | Mesures de maîtrise des Risques | Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 |
| 3 | Capacités de rétention des produits chimiques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I |
| 4 | Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II |
| 5 | Etat des stocks de produits chimiques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 |
| 6 | Maîtrise foncière | AP Complémentaire du 30/10/2024, article 3 |
| 7 | Défense incendie | AP Complémentaire du 30/10/2024, article 5 |
| 8 | Confinement eaux d'extinction d'incendie | AP Complémentaire du 30/10/2024, article 6 |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|---|--|
| 9 | Rétention stockages bitumes / émulsions | AP Complémentaire du 30/10/2024, article 7 |
| 10 | Déplacement des stockages de fluxants | AP Complémentaire du 30/10/2024, article 8 |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations répondent aux attendus contrôlés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, |
| Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS |
| Prescription contrôlée : <i>Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</i> <i>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</i> |
| Constats : L'exploitant a accès aux FDS sur le poste informatique du bureau, accessible aux deux salariés du site. Il signale que les fournisseurs envoient généralement les fiches mises à jour, sans même qu'elles ne soient sollicitées. Les FDS (une vingtaine, toutes postérieures à 2020) sont également disponibles au format papier, dans un classeur. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles |
| Prescription contrôlée : <i>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</i> |
| Constats : |

| |
|---|
| <p>Par sondage, le respect des dispositions portées dans les FDS des 2 produits suivants est contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dégoudronnant (bidons de 20 l stockés dans le bâtiment) ; - additif routier (bidons de 200 l stockés sous abri, à l'extérieur). <p>Les préconisations sont mises en œuvre.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rétention |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p><i>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</i></p> <p><i>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées contrôle le stockage des amines sous le préau localisé au sud-est du site.</p> <p>Ce préau dispose d'une rétention maçonnée (muret d'environ 20 cm de hauteur).</p> <p>La superficie est d'environ 60 m², soit une capacité d'environ 12 m³.</p> <p>Une vingtaine de GRV sont présents. Ainsi, il est considéré que le volume de rétention est suffisant.</p> <p>Cependant, il convient pour l'exploitant de s'assurer que la moitié du volume total stocké n'excède pas la capacité de cette rétention.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rétention |
| Prescription contrôlée : |

| |
|---|
| <i>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</i> |
| Constats : Chacune des rétentions est dédiée à un type de produit : amines, émulsions, bitumes, fluxants. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks |
| Prescription contrôlée : <i>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</i> |
| Constats : L'exploitant est en capacité d'éditer immédiatement un état des stocks. Un plan des stockages est disponible (qu'il convient de mettre à jour, suite au déplacement de la réserve d'eau incendie : en cours). |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Maîtrise foncière

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/10/2024, article 3

Thème(s) : Situation administrative, Effets thermiques

Prescription contrôlée :

« Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

| | | |
|---------|--------------------------------|-------------|
| Commune | Parcelle | Lieu-dit |
| Brux | 000 YH 43, 56, 59, 61,63 et 65 | Chez Fouché |

Durant toute la durée de l'exploitation, l'exploitant s'assure de conserver la maîtrise foncière des terrains susceptibles d'être exposés à des effets thermiques en cas d'incendie (parcelles n° 000 YH 54, 57 et 58). L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs correspondants. À défaut, l'exploitant prend toute mesure nécessaire pour que l'ensemble des effets thermiques redoutés en cas d'incendie reste contenu dans les limites autorisées. »

Constats :

L'exploitant présente un acte notarié de 1995. Le jour de l'inspection, les parcelles cadastrées "000

| |
|--|
| YH" 54, 57 et 58 apparaissent sans usages. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Défense incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/10/2024, article 5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Réserve / Eléments coupe-feu |
| Prescription contrôlée : [...] <i>L'exploitant dispose à cet effet d'une ou plusieurs réserves incendie, d'un volume total minimal de 180 m³.</i> [...] Constats : Une citerne souple de 180 m ³ est localisée au nord du site, en dehors de la zone d'effet domino de l'incendie des stockages des émulsions et bitumes modélisée dans l'étude de dangers de décembre 2023 (Blais Environnement). La réserve incendie était auparavant implantée à proximité immédiate du stockage des émulsions. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Confinement eaux d'extinction d'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/10/2024, article 6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Rétention |
| Prescription contrôlée : <i>En cas de sinistre, les eaux d'extinction d'incendie potentiellement polluées doivent être retenues sur le site afin d'éviter toute pollution. La capacité minimale à garantir, conformément au calcul D9A transmis avec le porter-à-connaissance de décembre 2023 susvisé, doit être de 217 m³.</i> <i>Le confinement des eaux d'extinction d'incendie de l'ensemble de l'établissement est réalisé au niveau du bassin de rétention localisé au sud du site. L'exploitant s'assure régulièrement de l'étanchéité du bassin.</i> <i>Les dispositifs d'isolement et de maintien des eaux d'extinction sur site sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement avec un dispositif manuel. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</i> <i>Les commandes des dispositifs d'obturation doivent être signalées et accessibles afin d'être mises en œuvre prioritairement par le personnel, ou en son absence par les sapeurs-pompiers. Une signalétique « mode normal » et « mode incendie / pollution » doit être apposée directement sur la vanne ou l'organe afin de pouvoir vérifier, dans n'importe quelle circonstance, le « statut » de la rétention.</i> |
| Constats : La capacité de rétention du bassin au sud du site apparaît préservée le jour de l'inspection. La signalétique explicitant la manœuvre de la vanne de sectionnement est présente. L'exploitant démontre le caractère fonctionnel du dispositif. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Rétention stockages bitumes / émulsions

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/10/2024, article 7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rétention |
| Prescription contrôlée : <i>Dans un délai n'excédant pas 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant met en conformité les rétentions des stockages de bitumes et d'émulsions avec l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé afin de les associer à une capacité de rétention dont le volume utile est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. |
| Constats : Le parc des émulsions contient 3 réservoirs de 80 m ³ et 3 réservoirs de 60 m ³ . Le parc des bitumes contient 3 réservoirs de 80 m ³ et 1 réservoir de 55 m ³ . Conformément aux éléments portés dans son courrier daté du 22 avril 2025, l'exploitant a réalisé des travaux de réhausse des murets pour ces 2 rétentions afin d'obtenir les volumes de rétention nécessaires. Le parc de fluxants (déplacé en 2025, cf point de contrôle suivant) contient deux réservoirs de 40 m ³ , dans une rétention maçonnée. Ces rétentions, exposées aux intempéries, sont exemptes d'eau le jour de l'inspection. En outre, la totalité de la plateforme est désormais ceinturée par des bordures, complétant la capacité de rétention. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Déplacement des stockages de fluxants

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/10/2024, article 8 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Incendie |
| Prescription contrôlée : <i>Dans un délai n'excédant pas 5 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant s'assure que le stockage de fluxant se situe en dehors de tout effet domino redouté dans le cadre d'un incendie, conformément au porter-à-connaissance de décembre 2023 susvisé.</i> |
| Constats : Le stockage a été déplacé d'une dizaine de mètres vers le nord et est désormais, selon la modélisation portée dans l'étude de dangers de décembre 2023, hors effet domino en cas d'incendie. |
| Type de suites proposées : Sans suite |